Juan Matas
Centre de recherches et d'études en Sciences Sociales - Université de Strasbourg II

A propos de l'après-totalitarisme. Le cas chilien : les enjeux du social.

Dans sa présentation du premier numéro consacré aux «Sociétés post-totalitaires» par les Cahiers Internationaux de Sociologie[1], Michel Wieviorka, qui a assuré la direction de ce dossier, intitulé *Paradoxes de la transition*, donne d'emblée le ton et supprime tout équivoque : les sociétés post-totalitaires dont il est ici question sont celles qui ont - plus ou moins complètement - tourné la page du communisme, ou plus précisément des socialismes bureaucratisés, de l'Europe orientale. Mais l'auteur ne précise pas qu'il s'agit d'un choix, écartant pour diverses raisons (pouvant s'avérer légitimes) d'autres formes de totalitarisme et d'autres expériences de sortie d'un régime totalitaire. Sans vouloir lui instruire un mauvais procès, nous trouvons là le reflet d'un certain air du temps : le totalitarisme réduit à sa variante stalinienne et néo-stalinienne, mais aussi les problèmes qui se posent sous bien des latitudes enfermés dans l'espace européen. On ne doit d'ailleurs pas oublier que le salazarisme, le franquisme et le régime des colonels en Grèce ont continué de poser la question, en Europe même, d'un autre totalitarisme que le communiste bien après la fin du fascisme et du nazisme. Cet autre totalitarisme avait bien des accointances avec le modèle fasciste et avec le totalitarisme dont nous allons évoquer les caractéristiques.

UN PEU D'HISTOIRE

Dans les pays dits du Tiers-Monde, aussi bien en Afrique qu'en Asie ou en Amérique Latine, bien des régimes ont instauré des pouvoirs totalitaires adaptés aux réalités locales, aux contextes de décolonisation, aux forces en présence et aux «vertus charismatiques» de leurs «Grands Timoniers» respectifs. L'Amérique Latine sort depuis une dizaine d'années de ce règne totalitaire, mais les démocraties qui s'y instaurent ne sont pas exemptes de faiblesses, de contradictions ni d'hypothèques.
Le Chili n'échappe pas à ce mouvement de transition post-totalitaire et, avant de pouvoir explorer les transformations subies par tel ou tel domaine constituant un objet privilégié de notre attention (les politiques sociales et les appareils d'action sociale face aux situations de grande précarité ou confrontés aux mouvements migratoires internes constituant ici le point de départ de notre réflexion)[2] il est bon de préciser les caractéristiques majeures de l'expérience totalitaire chilienne et le contexte et les mécanismes de la redémocratisation. C'est à cette tâche que nous nous attelons dans le présent article.

Il faut commencer par préciser que le coup d'État qui mit fin au gouvernement de l'Unité Populaire présidé par le Dr. Allende, en septembre 1973, n'est pas un «putsch» comme tant d'autres dans l'histoire tourmentée de l'Amérique Latine. Il est bon d'ailleurs de rappeler ici que le Chili avait derrière lui une longue histoire démocratique (même si cette démocratie avait pu revêtir par le passé un caractère plus formel que réel). Mais par delà ce constat, il faut dire qu'à partir de la mise en place de la dictature militaire brésilienne en 1964 c'est à un tournant de la vie politique dans les pays du cône Sud de l'Amérique Latine que l'on assiste. Un modèle, que l'on peut nommer national-populiste, s'écroule. L'État de compromis révèle sa faillite, et c'est une voie latino-américaine vers le développement et la modernité qui se trouve radicalement remise en question. On peut, à ce titre, citer ici l'analyse d'Eugenio Tironi : «L'épuisement de l'*accord démocratique chilien* et surtout l'impuissance à toute concertation politique se manifestèrent durant la période de l'Unité Populaire par un affrontement institutionnel de plus en plus dur. (...) La mobilisation sociale atteignit des degrés exorbitants, emportée par les mêmes raisons politiques qui immobilisaient le système institutionnel : grèves dans tous les secteurs de l'économie, occupation des entreprises industrielles, manifestations de

[1] Wieviorka M., Introduction, *Les sociétés post-totalitaires*, Cahiers Internationaux de Sociologie, (vol. XCV, 1993).

[2] Nous participons à l'heure actuelle à la mise en place d'une formation supérieure en travail social dans une Université chilienne et commençons, parallèlement, une recherche sur les évolutions récentes et actuelles du travail social au Chili et les principaux enjeux liés à son devenir.

rue, etc. L'économie du pays fut bouleversée : l'inflation atteignit 350% durant le premier semestre de 1973 ; des branches entières de l'industrie étaient arrêtées faute de fournitures ; le manque d'approvisionnement en biens de consommation créait un climat d'insécurité collective ; d'importants secteurs productifs et de services étaient paralysés par des grèves interminables, affectant gravement les conditions de vie des gens. Malgré cela, l'Unité Populaire garda l'appui de 43,9% de l'électorat (plus que ce qu'obtint Allende en 1970), comme le démontrèrent les élections parlementaires de mars 1973. (...) Idéologisée et surpolitisée, la société ne voyait plus dans l'État un organe d'identité, de reconnaissance, de cohésion : pour les uns, c'était un *instrument*, pour les autres, un *ennemi*. L'ordre social n'avait donc plus de socle, d'autant plus que l'économie se trouvait en pleine anarchie. On en arrivait au point que l'ordre public lui-même n'était plus affaire de l'État, avec l'apparition de groupes de choc (quelques-uns armés) qui défendaient les diverses forces politiques en conflit. Tel était le climat qui précéda le coup d'État. Une bonne partie des acteurs était loin d'avoir conscience de ce qui se passait. Le coup d'État du 11 septembre 1973 n'était pas un simple putsch.»[3].

Nous reviendrons sur les aspects de la situation chilienne au moment de la rupture institutionnelle, mais ce passage du livre de Tironi est utile aussi pour nous remettre à l'esprit que le contexte dans lequel le drame s'est joué et l'exacerbation des antagonismes peut expliquer bien des choses, sans les justifier, dans le déroulement postérieur des faits.

Quoi qu'il en soit, l'heure est - dans cette partie du monde - aux régimes autoritaires et au démantèlement plus ou moins poussé, des politiques participatives et redistributives qui avaient vu le jour dans la première moitié du XXe siècle, selon des modalités et des rythmes différents dans chaque pays. Et c'est justement au Chili que cette politique dite néo-libérale d'élaboration d'un nouveau cadre pour les rapports sociaux et de mise en place d'une orientation économique en rupture radicale avec le passé sera menée de la façon la plus énergique. On relèvera au passage, faisant ainsi écho à la remarque d'Alfonso Arrau[4], que le modèle néo-libéral a eu ici besoin d'un cadre autoritaire pour imposer ses vues à la population, et nous reprendrons d'ailleurs cette question un peu plus loin.

Depuis le début des années 1920 et les premières lois instituant l'assurance maladie et les retraites obligatoires pour les salariés du privé, sous l'administration d'Arturo Alessandri, le pays a traversé plusieurs phases dans la mise en place de cet État de compromis et les politiques sociales y afférentes, dont les gouvernements de Front Populaire (1938-1946) manifestant la volonté d'instaurer un *État de bien-être* et de généraliser les droits sociaux, le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei (1964-1970) dont l'idéologie moderniste et participative donna un nouvel élan aux aspirations des secteurs populaires peu intégrés et étendit le champ d'application de ces politiques vers les zones rurales, et jusqu'à l'Unité Populaire du gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) et la remise en cause des relations traditionnelles de domination qui mit le pays en effervescence et ouvrit la voie à l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation sociale et économique. Ces différents temps forts de l'histoire chilienne récente marquent, bien sûr, les modifications de la structure socio-économique du pays, le passage de la société oligarchique à dominante agrarienne du XIXe siècle à une société socialement plus diversifiée, avec le renforcement des couches moyennes et de la classe ouvrière, société également à dominante urbaine, tandis que sur le plan économique les gisements miniers prennent une importance de plus en plus grande dans le secteur exportateur, et on assiste à un essor du secteur industriel à l'abri des politiques protectionnistes mises en place par le pouvoir, notamment à partir du Front Populaire. Les deux forces politiques dominantes (conservateurs et libéraux) voient l'arrivée de nouveaux concurrents, les radicaux (force représentative des couches moyennes laïques, dont trois représentants deviendront Présidents entre 1938 et 1952, avant de connaître une régression électorale durable et de se scinder à partir de la vive opposition existant entre les secteurs de droite et de gauche au sein du parti) ; mais aussi les démocrates, courant né des mouvements mutualistes au XIXe siècle, avec une base populaire, composée

[3] Tironi E., Pinochet, la dictature néo-libérale, Paris, Ed. L'Harmattan, 1987.

[4] Arrau A., *Modernización y redemocratización en Chile*, Revista de Sociología, Universidad de Chile, Santiago, n° 6-7, 1992.

majoritairement d'ouvriers et d'artisans, et donnant naissance en 1912, à partir d'une scission, au Parti Communiste[5] (peu à peu, les démocrates vont perdre de leur importance, surtout après la création du Parti Socialiste, en 1933). Vers la fin des années trente, un courant social-chrétien va se détacher des rangs conservateurs et constituer la Phalange Nationale, qui donnera naissance au cours des années cinquante au Parti Démocrate Chrétien. Les acteurs politiques sont en place, avec une droite qui stagne aux alentours de 30%, un centre représenté par deux forces rivales à vocation polyclassiste, l'une montante (la démocratie chrétienne), l'autre sur le déclin (les radicaux), et une gauche rassemblée depuis la fin des années cinquante autour de l'axe socialiste-communiste. C'est un processus dynamique de confrontation et d'harmonisation des intérêts des principaux groupes d'acteurs de la vie nationale à l'intérieur d'un modèle dit *desarrollista* (littéralement, développementiste), selon les recettes *cépaliennes*[6] largement partagées par les principaux acteurs de la scène socio-économique et politique, qui pourtant vont peu à peu perdre l'adhésion des différents acteurs, au cours du processus de polarisation qui voit le jour dans les années soixante, notamment, sous le signe de la radicalisation de la gauche, touchée par la révolution cubaine et l'idéologie castro-guévariste, et des prémisses de la mise en place d'un nouveau mode de domination par les États-Unis d'Amérique dans la région, corrélatif aux transformations internes des USA et aux nouvelles données du capitalisme à l'échelle mondiale (sans oublier la guerre froide et le souci de contrecarrer l'expansion soviétique ici et ailleurs). Le processus en question, qui est tout de même au centre d'une période importante de l'histoire chilienne (1920-1973, vu de façon large, et 1938-1973 *stricto sensu*), va être stoppé net par l'avènement de la dictature. Celle-ci exprime les intérêts d'un groupe social dominant qui craint de perdre cette position et préfère mettre fin à un État de compromis qui lui semble avoir épuisé son rôle et son utilité, et qui peut s'appuyer sur une partie majoritaire des couches moyennes, déboussolées par la crise que vit le pays et les désordres qui le secouent. Désormais, l'heure est à la restructuration profonde des rapports socio-politiques et à la mise en place d'un modèle économique qui ne mise pas tant sur l'élargissement du marché interne que sur les capacités exportatrices d'un certain nombre de secteurs bien ciblés (essentiellement, les ressources minières, l'agriculture, la sylviculture et la pêche). D'ailleurs, ce n'est pas tant le retour à une situation antérieure qui est visé (comme on l'a affirmé de façon erronée dans les milieux antidictatoriaux de l'époque) qu'une adaptation à la nouvelle répartition des rôles sur le marché mondial.

Au début des années 1980 la situation a commencé à changer dans ces pays du cône Sud que nous avons mentionné plus haut, en fonction de facteurs spécifiques à la réalité de chaque pays et de certains critères plus globaux. Ne pouvant pas nous étendre ici sur cet ensemble d'aspects conditionnants de la redémocratisation, qu'il suffise d'en mentionner deux qui nous paraissent avoir un caractère transversal et une influence majeure :

- les raisons fondamentales qui ont déclenché l'intervention des militaires résident dans la montée en puissance des mouvements populaires et l'exacerbation des conflits de classes qui mettaient en péril les formes de domination existantes (occupation et réquisition d'usines au Chili sous l'Unité Populaire, par exemple). Ces luttes pouvaient également donner naissance à une action violente plus radicale, mais qui n'exprimait pas moins le conflit social et politique global (par exemple les Tupamaros en Uruguay, les Montoneros en Argentine ou le MIR au Chili). La «guerre sale» conduite par les militaires contre leurs opposants les plus décidés, le démantèlement des organisations politiques et la liquidation (souvent physique) des dirigeants les plus représentatifs de ce mouvement populaire, ont atteint peu ou prou leurs buts, à savoir un recul durable des secteurs jugés les plus dangereux par le pouvoir militaire et par ses alliés autochtones ou étrangers (divers écrits, et en tout premier lieu les Mémoires de Henry Kissinger, Secrétaire d'État de Nixon à l'époque, ont permis de montrer que les accusations

[5] En fait, en 1912 Luis Emilio Recabarren fonde le POS (Parti Ouvrier Socialiste), qui deviendra Parti Communiste en 1922.

[6] Du nom de la Commission Economique Pour l'Amérique Latine (CEPAL), organisme mis en place par l'ONU en 1948 et ayant pour vocation de contribuer au développement de cette partie du monde. Sous l'impulsion de son premier Secrétaire Général, l'Argentin Raúl Prebisch, CEPAL a joué un rôle très dynamique et son diagnostic des causes du sous-développement a été au centre de beaucoup de discussions, tout comme la voie préconisée par Prebisch et ses collaborateurs pour en sortir : l'intégration régionale, la protection d'une industrie «industrialisante», l'inversion du phénomène de détérioration des termes de l'échange...

contre le rôle de la CIA et du gouvernement des ÉtAts-Unis d'Amérique ne relevaient pas de l'imagination surchauffée des militants de la gauche latino-américaine...). Dès lors, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour réclamer le retour des militaires dans leurs casernes et l'émergence de pouvoirs civils et démocratiques, et ce y compris parmi certains partisans des dictateurs, soucieux de restaurer l'image internationale de leurs pays respectifs et de «panser les blessures» sur le plan interne afin de redonner une cohésion sociale au pays. Les ÉtAts-Unis d'Amérique, dont nous avons évoqué le rôle dans la mise en place des dictatures militaires, ont fait jouer leur influence pour ouvrir la voie à la redémocratisation et multiplié les appels dans ce sens, comme pour mieux faire oublier leur funeste rôle dans un passé récent ;
- les pouvoirs militaires ont atteint certains de leurs buts, comme nous le rappelons ci-dessus, mais ils se sont également heurtés à des difficultés qu'ils n'ont pas pu surmonter. Les sociétés civiles ont, certes, reculé devant la répression et la terreur mais peu à peu sont apparues de nouvelles manifestations des mécontentements, de nouvelles expressions revendicatives, exprimant la disconformité des secteurs laissés pour compte du modèle économique néo-libéral, et la volonté de lutte pour le respect des droits fondamentaux des personnes et pour le retour à la démocratie. Certes, ici apparaissent des clivages dans les modalités d'expression et d'organisation des mouvements protestataires qui reflètent la diversité des situations nationales. C'est pourquoi nous nous limiterons à poser quelques jalons pour la compréhension du processus de retour à la démocratie au Chili.

LE PROCESSUS DE REDÉMOCRATISATION

La dictature chilienne, après avoir abrogé la Constitution de 1925, en vigueur jusqu'au coup d'État, mit en place une commission composée de juristes favorables au régime militaire et ayant pour mission de rédiger une nouvelle Charte constitutionnelle. Celle-ci, une fois rédigée de façon définitive, fut soumise à l'approbation du peuple chilien par la voie référendaire, mais il faut préciser que dans le contexte de l'époque (1980) et étant donné le manque de garanties entourant ce processus et les persécutions que continuaient à subir les forces d'opposition à la dictature, on peut qualifier cet acte de plébiscite gravement entaché d'irrégularité.

L'approbation de la nouvelle Constitution ouvrit la voie à une institutionnalisation de la dictature et celle-ci prévoyait un calendrier de retour progressif à la «normalité» dont la date-clé était 1988. En effet, à cette date le peuple chilien était convié à un référendum présidentiel : la junte militaire au pouvoir proposerait le nom du futur Président pour un mandat d'une durée de 8 ans et, si le oui l'emportait, un Parlement serait élu l'année suivante ; c'est seulement en 1996 que des élections présidentielles avec plusieurs candidats auraient lieu, après cette «période probatoire».

En 1987 la Junte désigna sans surprise, mais non sans la réticence exprimée par certains de ses membres, le général Augusto Pinochet, homme fort du régime, Commandant en Chef de l'Armée de Terre et Président de la Junte Militaire, comme candidat à cette étrange élection. L'opposition hésita sur la conduite à suivre mais finit par s'unir (à l'exception du Parti Communiste et de l'extrême-gauche) dans une «Concertation pour le Non» et incita tous les opposants au régime à s'inscrire sur les listes électorales et à se mobiliser pour infliger une défaite à la dictature sur le terrain choisi par celle-ci.

Il est peut-être utile de rappeler ici quelles sont les forces politiques en présence au Chili : les partisans du régime se sont regroupés autour de deux collectivités, l'Union Démocratique Indépendante (UDI), qui représente les secteurs les plus «durs», et Rénovation Nationale (RN), qui se veut la droite moderne et modérée, «civilisée» au dire de certains. L'opposition peut être divisée en quatre : la Démocratie Chrétienne (PDC) qui a, au fil des ans, durci sa position à l'égard de la dictature et s'est rapprochée de la gauche modérée ; les forces de l'ancienne Unité Populaire ayant entamé un processus de «rénovation» qui les rapproche de la social-démocratie et les conduit à se recentrer autour d'un accord avec le PDC : ce sont les socialistes qui mènent ce mouvement, dans un «parti instrumental» créé pour contourner l'interdiction des anciennes composantes de l'Unité Populaire sous la dictature, le Parti Pour la Démocratie (PPD) ; les secteurs de l'Unité Populaire restés fidèles au marxisme-léninisme pur et dur en dépit des évolutions internationales, le Parti Communiste en étant le groupe hégémonique ; l'extrême-gauche, dont le MIR n'est plus que

l'une des expressions, affaibli par la répression qui l'a frappé et par les dissensions internes qui ont abouti à des divisions ouvertes, mais gauche extrême dont de nouveaux groupes ont rejoint les rangs (le Front Patriotique Manuel Rodriguez, notamment, proche du PC et, selon certains, bras armé de ce dernier).

Après une campagne où les forces démocratiques purent s'exprimer plus ou moins librement à la radio et à la télévision et tenir des meetings après quinze ans de silence imposé, secouant ainsi la torpeur de secteurs d'opposants encore sous les effets du choc de la répression érigée en méthode de gouvernement, le non au général Pinochet l'emporta avec plus de 56% des voix, ce qui constitua une surprise pour nombre d'analystes convaincus qu'une dictature ne saurait perdre les élections qu'elle organise. On eut alors recours à la voie prévue par la loi électorale en cas de victoire du non : une élection pluraliste dans l'année suivant le référendum. Un accord entre le gouvernement et l'ensemble des partis politiques permit d'effectuer une série d'amendements à la Constitution pour en effacer les aspects les plus anti-démocratiques (amendements approuvés à une très large majorité par référendum en juillet 1989) et d'arriver ainsi aux élections présidentielles et parlementaires, en décembre de la même année.

Le candidat de la Concertation, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, l'emporta sans surprise avec plus de 55% des suffrages exprimés, tandis que le candidat des partis ayant soutenu le régime militaire, Hernán Büchi, ancien ministre des finances de Pinochet, ne put atteindre la barre des 30%. Un troisième candidat, indépendant de droite, Francisco Javier Errázuriz, menant une campagne assez démagogique, obtint quelques 15%. Aux élections parlementaires, le système de scrutin binomial mis en place par la dictature limita fortement le succès de la Concertation, tout comme la désignation de neuf sénateurs par le Président et la Junte (c'est-à-dire par Pinochet lui-même) sur quarante-trois sénateurs au total. Le Sénat, d'ailleurs, eut de cette façon une majorité de droite, et il n'est pas superflu de rappeler ici qu'au Chili cette Chambre haute a une certaine prééminence sur la Chambre des Députés (un peu à l'image des États-Unis d'Amérique). Cependant, les chiffres bruts montrèrent la même tendance aux élections parlementaires qu'aux présidentielles : une majorité confortable pour les candidats de la Concertation presque partout dans le pays, avec une suprématie relative de la démocratie chrétienne et un bon score des candidats socialistes/PPD ; à droite, les modérés réussirent à prendre le dessus sur la droite plus dure, mais en fait les clivages sont plus complexes, car ils passent ici à l'intérieur des organisations politiques. Les secteurs urbains, et en tout premier lieu Santiago et la région de Concepción (troisième agglomération du pays, avec de nombreuses industries extractives et de transformation, située à 500 km au Sud de Santiago), furent -comme à l'accoutumée- moins favorables à la droite qui, par contre, réussit ses meilleurs résultats dans des petites villes et des régions rurales.

Ce rappel du processus et des mécanismes de la redémocratisation au Chili nous semble nécessaire, au risque d'être fastidieux, pour comprendre la situation *sui-generis* que vit le pays depuis lors : une démocratie retrouvée et, par bien des aspects, très réelle, montrant même une certaine vitalité, mais aussi le général Pinochet resté Commandant en chef de l'Armée de terre, une impunité peu entamée des coupables de crimes contre l'humanité et autres tortionnaires de la période dictatoriale, ou encore ce onze septembre de douloureuse mémoire demeurant jour férié pour célébrer le haut fait d'armes qu'a été le coup d'État, le bombardement du Palais présidentiel et la mort du Président constitutionnel, le déclenchement aussi de la plus brutale répression de l'histoire républicaine du Chili...

La transition au Chili ne manque pas de paradoxes ni de situations cocasses et, bien sûr, ce qui est vrai au sommet de l'État et de ses administrations l'est également à des niveaux plus modestes, voire même dans des sphères privées.

Nombre d'observateurs de la vie politique chilienne ont signalé qu'au Chili s'est développée une «culture du compromis» (ou du consensus), qui exclut la virulence et fait appel constamment à la recherche du dénominateur commun. Elle se fonde sur l'acceptation d'une sorte de principe d'amnésie collective (*aquí no ha pasado nada*, «ici, il ne s'est rien passé...) qui repose sur la nécessité de continuer à vivre ensemble et la volonté de tourner une page pas très glorieuse de notre histoire. Ce n'est pas facile, pour les victimes et leurs familles, de cesser de regarder un passé lancinant, mais leurs voix se perdent dans le concert de l'unité retrouvée. Lorsqu'on entend dire que les torts

sont partagés dans le processus qui a conduit le pays au drame, on ne peut s'empêcher de penser (tout en étant d'accord avec cette affirmation) que cela ne justifie nullement ce qui arriva par la suite, et qu'il n'y a pas qu'au Chili que certains veulent mettre sur le même plan les victimes et leurs bourreaux, ceux qui résistèrent et ceux qui se bouchèrent les yeux et les oreilles. D'ailleurs, chez des responsables militaires (dont Pinochet, bien entendu) et aussi chez les porte-parole d'une certaine droite (le quotidien le plus important du Chili, *El Mercurio*, étant un bon exemple de ceux-là), la menace perce, à peine voilée, contre ces gens de gauche «qui n'ont pas compris la leçon». Il vaut mieux choisir de se tourner vers l'avenir, d'autant plus que celui-ci promet d'être radieux, indicateurs économiques à l'appui.

TRANSITION DÉMOCRATIQUE, ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

A ce stade de l'exposé il faut, sans doute, quitter le terrain purement politique pour nous aventurer dans le domaine économique et social. Nous avons vu, dans une partie introductive et plutôt générale (c'est-à-dire concernant l'ensemble des pays du cône Sud), que l'avènement des régimes autoritaires dans cette partie du monde résulta de l'échec relatif des modèles national-populistes de type classique, basés sur une industrialisation dite de substitution d'importations à l'abri de la concurrence internationale grâce à des barrières douanières substantielles, une participation sociale, économique et politique croissante d'une partie importante des classes populaires et une politique redistributive dans laquelle l'État de bien-être joue un rôle de première importance. Est-ce à dire que l'échec relatif des régimes militaires ouvre la voie au retour du national-populisme ? Même si la diversité des situations nationales doit nous interdire un jugement hâtif, on peut répondre à cette question plutôt par la négative, et au Chili ceci s'exprime de façon particulièrement claire. Il est incontestable que la politique économique développée sous Aylwin et assez largement poursuivie sous Frei (son successeur, élu fin 1993, appartenant au même parti et soutenu par la même coalition) s'inscrit dans une continuité par rapport à celle de la dernière période du régime militaire, même si elle inscrit davantage que celle-ci une préoccupation sociale dans ses objectifs et modalités.

Ceux qui s'intéressent de près à la réalité latino-américaine ont souligné de façon unanime combien le Chili constituait un cas atypique depuis quelques années, et notamment du point de vue économique ; la plupart des indicateurs macro-économiques du pays sont au beau fixe, aussi bien le taux de croissance (supérieur à 6% annuel depuis bientôt dix ans, et ayant approché les 10% au début de cette décennie), que le solde excédentaire de la balance des paiements, que le flux important de capitaux étrangers, ou encore la réduction de la dette extérieure, un niveau de chômage relativement modeste (autour de 5%), une inflation basse en comparaison des pays riverains et tendant à la baisse au cours des dernières années, une diversification plutôt réussie de la structure des exportations et une croissance (certes encore modérée) de la part des biens manufacturés dans le total des exportations, un taux d'épargne national important (27,3% du P.I.B.), etc. Tout ceci est vrai, et le revenu par habitant en est un bon indicateur : d'à peine plus de 2.000 US $ au début des années 1980, il s'élève à près de 4.700 US $ en 1995... Le dynamisme de l'économie chilienne ne repose plus seulement sur l'investissement étranger : celui-ci ne représente, en effet, que le quart environ du volume global d'investissement.

Cette vision des choses pourrait laisser croire à une réalité idyllique, ce qui n'est bien sûr pas le cas. Le tableau comporte des ombres, et on pourrait les résumer en parlant de la fragilité de la croissance économique et de la dette sociale. En premier lieu, ce modèle largement axé sur le développement des exportations est tributaire d'évolutions internationales liées à la conjoncture et aux tendances protectionnistes qui se renforcent dans un certain nombre de pays industrialisés(et ceux de l'Union Européenne, premier partenaire commercial du Chili, figurent parmi ceux-ci). Cela suppose le besoin pressant de trouver des accords garantissant l'accès à ces grands marchés, et passe par la réciprocité dans l'accès des produits étrangers au marché chilien, ce qui ne va pas sans de laborieuses négociations. Depuis le retour de la démocratie, le Chili mène une politique active et diversifiée sur ce plan : depuis 1994, le Chili est devenu membre de l'APEC (Coopération Economique Asie-Pacifique) dont font partie de nombreux États du bassin Pacifique, tels les États-Unis d'Amérique, le Canada, le Mexique, le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, la Chine, etc. Signataire d'un accord de partenariat privilégié avec l'Union

Européenne, on étudie à l'heure actuelle un accord d'association qui approfondirait les liens euro-chiliens. Candidat à l'entrée dans le NAFTA (ou ALENA), les spécialistes s'accordent à dire que le Chili devrait bientôt en être le quatrième membre (avec les États-Unis, le Canada et le Mexique). Les négociations pour renforcer les liens entre le Chili et MERCOSUR (le Marché Commun du Sud, dont sont membres l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) ont enregistré des progrès substantiels au cours de l'année écoulée. Cet ensemble d'initiatives ou d'accords existants avec les quatre groupes de partenaires les plus importants pour le Chili témoignent de la conscience qu'ont les autorités chiliennes de leur impérieuse nécessité de surmonter la fragilité de la position du Chili, mais chacun de ces accords, existants ou en cours de négociation, pose également de redoutables problèmes pour ne pas trop fragiliser tel ou tel secteur de l'économie chilienne.

En second lieu, la «dette sociale» pose de nombreuses questions. La dictature a mis en place le modèle économique néo-libéral sans trop se soucier du coût social d'une telle politique. A titre d'exemple, nous pouvons évoquer les politiques éducatives et de santé qui furent entreprises afin de réduire les déficits publics et de rendre ces secteurs «rentables» (c'est-à-dire source de profits). En matière d'éducation fut mise en place une politique dite de municipalisation de l'enseignement public correspondant au cycle primaire[7]. Ces mesures, qui transfèrent la gestion scolaire aux collectivités locales y compris pour la rémunération des enseignants, devenus employés de ces collectivités, ont eu pour effet d'accroître les inégalités devant l'école des différentes catégories de population, car ce sont les municipalités les plus pauvres qui ont le plus de mal à faire face à la charge que représente pour elles ce chapitre de leur budget, étant donné qu'elles ont moins de moyens matériels et, proportionnellement, un plus grand nombre d'élèves à scolariser. Il ne faut pas oublier qu'au Chili les enfants issus des couches favorisées (et même moyennes) fréquentent davantage des établissements privés, confessionnels ou laïcs, que des écoles publiques.

Le pouvoir démocratique n'a pas modifié cette situation de façon radicale, bien qu'il existe un certain consensus dans le pays sur la nécessité de conduire une réforme globale du système éducatif. Son action s'est pour le moment limitée à augmenter le nombre et le montant des bourses, revaloriser les salaires des personnels, débloquer davantage de crédits pour la construction et la rénovation de bâtiments, en somme «mettre de l'huile dans les rouages» plutôt que de changer la machine... On pourrait se livrer à une analyse semblable pour ce qui concerne l'enseignement supérieur, secteur où la demande éducative exerce une pression considérable sur les structures existantes.

Il en va de même pour les secteurs de la santé et de la prévision sociale. Sous l'impulsion des politiques de réduction des déficits publics conduites par les «Chicago boys [8], on appliqua une cure d'austérité aux dépenses publiques en matière de santé et on privatisa le système assurantiel, précarisant ainsi l'accès aux soins des secteurs les plus démunis de la population. Nous pouvons citer, à ce sujet, l'ancien Ministre de l'Éducation du gouvernement de Patricio Aylwin, l'économiste Ricardo Lagos, chef de file du socialisme rénové et pré-candidat au sein de la Concertation à la dernière élection présidentielle : «La politique néo-libérale qu'a adopté le gouvernement militaire, d'abord, et la forte crise après 1982, ensuite, se sont traduites par une profonde régression sociale. Avec l'élargissement du fossé existant entre les riches et les pauvres (...) d'autres facteurs ont surgi qui ont précipité de nouveaux secteurs en dessous du seuil de pauvreté. Parmi ceux-ci il y a la réduction de l'appareil d'État, la diminution des dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation et le démantèlement ou la reconversion de certains secteurs industriels. Ainsi, face à la «pauvreté structurelle» issue du maintien d'une société fortement hiérarchisée, le manque de mobilité sociale, la mauvaise distribution du revenu et la création d'emplois en nombre insuffisant, s'est ajouté un secteur de «nouveaux pauvres» - surtout composé de travailleurs expulsés du secteur moderne, de

[7] Il faut noter que le système scolaire chilien est basé sur un tronc commun d'enseignement obligatoire de huit années, puis quatre années de Lycée pour ceux des élèves qui s'orientent vers des études supérieures.

[8] On désigne par ce terme un groupe de jeunes économistes chiliens, ayant pour certains fait une partie de leurs études à l'Université de Chicago, où le néo-libéral Milton Friedman a laissé une trace durable dans le secteur des sciences économiques. Ces technocrates de droite, formés en général à la Faculté d'Économie de l'Université Catholique de Santiago, ont été aux commandes de la politique économique sous Pinochet, entre 1975 et 1982.

fonctionnaires licenciés, de jeunes couples ne trouvant pas de travail et de retraités dont le revenu réel s'est également rétréci. Celles-ci sont les causes, les dimensions et les caractéristiques de la pauvreté dans le Chili actuel.»[9].

En fait, la privatisation de la prévision sociale eut des aspects négatifs par l'accroissement des inégalités et la détérioration de la situation des secteurs les plus démunis, mais elle permit également, par le transfert des fonds de prévision vers le secteur privé, de dynamiser l'économie, de libérer des potentialités et, par là même, de stimuler la croissance. Certes, il a fallu revoir les aspects les plus dangereux de ce système, mais le retour au système géré par l'État selon une modalité de capitalisation collective n'est plus à l'ordre du jour du débat politique. En effet, le défi auquel se trouvent confrontés les gouvernants actuels peut être, sommairement, résumé ainsi : comment poursuivre une démocratisation politique, sociale et économique tout à la fois, en maintenant le cap des grands équilibres économiques nécessaires à la poursuite du développement et au maintien du consensus dans une société encore meurtrie par les divisions et les déchirements d'un passé encore frais ?

C'est ici qu'intervient la question de la dette sociale. Les secteurs laissés-pour-compte du «miracle chilien» constituent une partie importante de la population. Une étude effectuée par un centre d'investigations indépendant estimait à 43% de la population celle qui vivait en dessous du seuil de pauvreté, dont plus de la moitié (près de 23%) en situation d'extrême pauvreté. Des études effectuées depuis lors, et utilisant les mêmes critères, ont montré une baisse constante de ces chiffres, pour atteindre en 1994 un peu moins de 30% au total, et moins de 15% dans la tranche de l'extrême pauvreté. Ceci a été le fruit d'une croissance persistante, comme nous l'avons vu, d'une réduction du taux de chômage mais également d'une amélioration des prestations sociales directes et indirectes et d'une hausse du salaire réel, plus forte pour ce qui concerne les plus bas salaires. Nous pouvons ici nous référer à l'excellente étude d'Oscar Muñoz et Carmen Celedón, *Le Chili en transition : stratégie économique et politique* : «Les réformes tributaire et laborale ont créé le cadre nécessaire pour aborder une politique plus active en matière sociale. Celle-ci s'est réalisée à travers une série d'initiatives destinées à augmenter les ressources pour les secteurs aux revenus les plus bas. Il s'agit des augmentations initiales appliquées au salaire minimum, aux allocations familiales, à l'allocation unique et aux retraites, ainsi que le rééchelonnement des dettes hypothécaires et des services de base pour les populations les plus modestes. Le salaire minimum a augmenté (...) entre le premier semestre 1990 et le second semestre 1992 (...) de presque 24% en termes réels. Les allocations familiales pour les secteurs de bas revenus (...) a augmenté de 61% en termes réels. Ces bénéfices, focalisés sur les groupes les plus pauvres, ont été accompagnés par les nouvelles politiques sociales, particulièrement en matière de prévision, de santé, d'éducation et de logement. (...) D'autres programmes, plus innovants, cherchent à promouvoir l'insertion productive des secteurs les plus pauvres de la population. Un premier programme c'est un Fonds de Solidarité et d'Investissement Social, FOSIS, qui a comme objectif de financer des projets productifs de secteurs pauvres et microproducteurs. (...) Un deuxième instrument est le Programme de Qualification au Travail des Jeunes, qui a pour objectif la formation de cent mille jeunes chômeurs entre 1991 et 1994. Le programme veut associer le secteur privé et l'État dans sa réalisation.»[10].

Il ne reste pas moins vrai que les progrès accomplis, pour appréciables qu'ils soient, ne sont qu'un début encourageant dans le long parcours qui reste pour éliminer la pauvreté et réduire les inégalités. On peut même craindre une pérennisation de la pauvreté et de la précarité si des mesures ambitieuses et une politique volontariste ne cherchent pas à agir sur les causes qui sont à l'origine de ces phénomènes. Cette analyse semble partagée par le pouvoir actuel : le Président Frei, élu en décembre 1993, a fait de la lutte contre la pauvreté l'une des priorités de son gouvernement, et les politiques mises en place sous l'administration Aylwin ont été reprises et élargies. Encore faut-il qu'elles soient efficacement mises en pratique sur le terrain et qu'elles trouvent les relais les plus adéquats aussi bien au niveau des administrations d'État et des pouvoirs locaux qu'au niveau des agents chargés de les mettre à exécution.

---

[9] Lagos R., *Después de la transición*, Santiago, Ediciones B, 1993.

[10] Muñoz O. & Celedón C., *Chile en transición : estrategia económica y política*, in/ La política económica en la transición a la democracia, sous la dir. de Juan A. Morales & Gary McMahon, Santiago, Cieplan éd., 1993.